

Université Claude Bernard Lyon 1
Pôle Finances, Achats, Pilotage - Direction
des Achats

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Mise en place d'une infrastructure AV pour IP

Cahier des Clauses Particulières

ACCORD-CADRE
N°

2

6

0

1

1

S











Consultation n°26011S

SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	9
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	15
8.	LITIGE ET SANCTIONS	15
9.	FIN DU CONTRAT	20

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Mise en place d'une infrastructure AV pour IP
	Acheteur	Université Claude Bernard Lyon 1
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	2 lots
	Lieu d'exécution	Rhône (69), Ain (01)
	Durée	2 ans reconductible 2 fois par période successive d'un an
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Révisables
	Nature des prix	Prix mixtes

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Mise en place d'une infrastructure AV pour IP

L'Université Lyon 1 souhaite mettre en place une solution d'AV sur IP pour les cours et examens donnés sur le domaine Santé Est et sur le campus décentralisé de Bourg-en-Bresse.

■ Lieu d'exécution :

Les prestations seront exécutées sur les sites de l'Université Claude Bernard Lyon 1 et ses campus listés ci-dessous :

Campus	Bâtiment	Salle	Caractéristique
Rockefeller, 8, avenue Rockefeller 69008 Lyon	Cier, 8 avenue Rockefeller 69373 Lyon Cedex 08	Amphi A	Transmetteur/ Récepteur
		Amphi B	Transmetteur/ Récepteur
		Amphi C	Transmetteur/ Récepteur
		Salle 105	Récepteur
		Salle 106	Récepteur
		Salle 210	Récepteur
		Salle 212	Récepteur
		Salle 213	Récepteur
		Salle 214	Récepteur
	Bâtiment principal	Amphi I	Récepteur
		Amphi II	Récepteur
		Amphi III	Récepteur
		Amphi IV	Récepteur
		Amphi Revol	Récepteur
La Buire, Rue Guillaume Paradin 69008 Lyon	Laënnec A	Amphi 1	Transmetteur/ Récepteur
		Amphi 2	Récepteur
		Amphi 3	Récepteur
		Amphi 4	Transmetteur/ Récepteur

Bourg-en-Bresse	IUT, 71, rue Peter Fink, 01000 Bourg-en-Bresse	Amphi Bugey	Récepteur
		Amphi Dombes	Récepteur
		Salle 103	Récepteur
		Salle 104	Récepteur

Une liste et une description de ces sites est consultable sur le lien suivant : <https://www.univ-lyon1.fr/campus/plan-des-campus>

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- les réponses de l'acheteur aux questions posées par les candidats pendant la phase de consultation ;
- les réponses du titulaire aux questions posées par l'acheteur pendant la phase d'analyse des offres ;
- le cadre de réponse ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

■ Pièces non contractuelles :

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- CGA FCS 2021 ;
- Charte des Achats responsables ;
- Charte Diversité.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université Claude Bernard Lyon 1**, représenté par M. Bruno LINA Monsieur Le Président.

Adresse et coordonnées :

Pôle Finances, Achats, Pilotage - Direction des Achats

Université Claude Bernard Lyon 1

Bâtiment Julie Victoire Daubié

43 boulevard du 11 novembre 1918

69622 Villeurbanne Cedex

Courriel : achats@univ-lyon1.fr

SIRET : 19691774400019

Site internet : <https://www.univ-lyon1.fr/universite/organisation/service-de-lachat#.YjhLwk2ZNaQ>

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un accord-cadre de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **2 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **à bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Type	Objet
Lot n°1	Acquisition d'une solution AV sur IP
Lot n°2	Maintenance de la solution AV sur IP

Le montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre est de : 300 000,00 € HT.

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée du contrat :

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme de deux (2) ans à compter de la notification. Il peut être reconduit tacitement deux fois par période successive d'une (1) année sans pouvoir excéder quatre (4) ans, sauf dénonciation de l'acheteur, formalisée par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'un (1) mois avant l'échéance du renouvellement.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, si l'acheteur décide de reconduire le marché public, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Dans tous les cas, les parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité de l'accord-cadre.

■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix des prestations prévues au contrat sont **mixtes et révisables**.

■ Variation des prix :

Les prix sont **fermes** la première année, puis révisables à la date anniversaire de la notification du marché, chaque année, à la hausse comme à la baisse par application de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (S1 / S0)$$

P1 = prix révisé

P0 = prix initial

S0 = L'indice **Syntec** connu à la date de notification du marché, soit novembre de l'année n-1.

S1 = Le dernier indice **Syntec** connu à la date de la révision, soit novembre de l'année n.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées hors variation des prix.

Le titulaire adressera sa demande de révision de prix au format dématérialisé à la Direction des Achats de l'Université à l'adresse achats@univ-lyon1.fr au plus tard un (1) mois avant la reconduction du marché. La demande de révision des prix prendra la forme d'un BPU actualisé au format Excel détaillant :

- Les tarifs en vigueur ;
- La formule de révision appliquée avec l'indice retenu ;
- Les prix ainsi obtenus.

Les prix seront fermes la première année d'exécution du marché, puis révisables tous les ans à la date anniversaire de la notification du présent marché. Tout ajustement des prix doit être soumis pour approbation à la Direction des Achats de Lyon 1 un mois avant son entrée en vigueur. Chaque nouveau tarif accepté par la Direction des Achats sera considéré comme tarif contractuel de référence dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre. L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

A défaut de communication dans le délai indiqué, les tarifs en cours restent valides. Les titulaires ne pourront prétendre à une application rétroactive des prix révisés.

Aucun ajustement ne pourra être réclamé par le titulaire à l'échéance du marché pour des commandes déjà réalisées et payées.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

■ Clause de sauvegarde :

L'acheteur se réserve le droit de rejeter les nouveaux prix (résultant de l'application de la remise ferme au nouveau tarif) et de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations, lorsque l'augmentation constatée lors de chaque révision dépasse un pourcentage de 5% l'an.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%.

Le taux de l'avance passe à 30% si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

■ Périodicité des paiements :

Les paiements sont mensuels et interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de bon de commande SIFAC à indiquer impérativement ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;

- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les autoentrepreneurs relevant du régime fiscal de la microentreprise).

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Concernant le dépôt sur la plateforme Chorus Pro, deux données sont indispensables :

- Le numéro de SIRET de l'établissement : 196 917 744 000 19
- Le numéro de bon de commande ; le numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par 4500 et figurant en haut à droite du document transmis par l'Université.

Par ailleurs toute facture ne portant pas le numéro du marché, et ne faisant pas expressément référence à un bon de commande ou ne portant pas les renseignements exigés ci-dessus sera rejetée et retournée à son auteur, ce qui engendrera un retard de paiement. De plus, toutes factures envoyées sous format papier ou électronique qui n'auront pas fait l'objet d'un dépôt sur le portail CHORUS PRO ne seront pas prises en charge et vous seront systématiquement renvoyées.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique. Vous pouvez nous écrire à l'adresse suivante : balp.creation.fournisseurs@univ-lyon1.fr.

Adresse de facturation mentionnée sur la demande de paiement :

Université Claude Bernard Lyon 1
Agence Comptable
43 bd du 11 novembre 1918
69622 VILLEURBANNE CEDEX

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ Remise des demandes de paiement :

Université Claude Bernard Lyon 1
43, Boulevard du 11 Novembre 1918
Villeurbanne
69622 VILLEURBANNE CEDEX
Courriel : dir.service.facturier@univ-lyon1.fr

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Documentation :

Pour attester la réalisation du service, le titulaire remet à l'acheteur une attestation contenant les informations suivantes : les synoptiques complets (avec adresse IP, MAC adresse ,...) les fichiers programmation et les programmes.

Le titulaire devra livrer une documentation technique, permettant une prise en main basique et rapide des équipements ainsi qu'une documentation complète pour avoir accès aux fonctionnalités fines.

L'ensemble de la documentation sera rédigé en français et pourra être fournie en version numérique.

■ Clause technique :

Le projet de développement de cette solution s'inscrit dans un projet de modernisation des infrastructures. Actuellement, le système en place, basé sur Vidyo (solution datant de 2009), montre des signes d'obsolescence. En juillet 2024, une mise à jour critique a été imposée par le fournisseur, nécessitant le passage à une solution entièrement logicielle. Cette contrainte a mis en lumière la nécessité d'une refonte globale des infrastructures, avec une échéance de déploiement fixée à septembre 2026

Les objectifs principaux de cet accord-cadre sont les suivants :

- Réduire la latence audiovisuelle entre les différents sites pour permettre des communications en temps réels, essentielles dans un contact pédagogique ;
- Uniformiser nos systèmes audiovisuels, en adoptant des solutions conformes aux normes reconnues (Vidéo : SMPTE ST2110, TCP/IP, UDP/IP, RTP/RTSP, SDVoE, AVDANTE ; audio : DANTE, AES67) avec une mise en conformité d'une partie des infrastructures ;
- Améliorer l'expérience utilisateurs pour les enseignants et les étudiants, en garantissant une fluidité accrue des contenus audiovisuels ;
- Réduire les coûts à long terme en s'éloignant des solutions propriétaires restrictives et en adoptant des systèmes évolutifs et standardisés.

Ainsi, et dans ce contexte, le(s) fournisseur(s) sélectionné(s) devront être en mesure de proposer des améliorations techniques sur toute la durée du marché.

1) Organisation actuelle des cours et examens

Le campus Santé Est accueille 15 000 étudiants pour des formations de médecine, réparties sur les composantes de Médecine, de Pharmacie, d'Odontologie, et des Sciences et Techniques de Réadaptation.

Les cours de PASS (1^{ère} année des études de santé) accueillent plus de 1 100 étudiants, nécessitant la mise en réseaux des amphithéâtres A, B et C pour accueillir l'ensemble de cette population.

Depuis 2022, le campus décentralisé de Bourg-en-Bresse permet à 75 étudiants de suivre à distance ces cours, permettant de favoriser la poursuite d'études supérieures en santé des aindinois à court terme, et de lutter contre la désertification médicale à moyen terme.

Lors des sessions d'examens nationaux, afin de répondre aux obligations du cahiers des charges édictées par le Centre National de Gestion, l'ensemble des amphithéâtres et salles de cours listés ci-dessus doivent être reliés entre eux, par une connexion en directe stable.

La mise en place des opérations de visioconférence entre les différentes salles et campus sont réalisées par l'équipe audiovisuel du Service Logistique de Proximité, composée de trois techniciens.

La gestion des infrastructures réseaux est réalisée par le Centre Inter-Etablissement pour les Services Réseaux (CISR). Sa mission consiste en la mise en place, la configuration, l'administration et la sécurisation de ces infrastructures. Le service administre aussi les services internet associés, déployés sur des baies de virtualisation, tels que les serveurs DNS, DHCP, les relais de messageries, proxies, VPN, Raduis, firewalls, ...

2) Infrastructure actuelle

Les infrastructures audiovisuelles actuelles reposent sur des équipements qui deviennent obsolètes, installés pour la plupart en 2009 (en 2021 pour Bourg-en-Bresse) et nécessitent une modernisation pour répondre aux exigences des protocoles AV sur IP.

Le système de visioconférence, reliant l'ensemble des amphithéâtres et salles de cours, repose sur le système Vidyo, qui a montré ses limites en termes de flexibilité et de compatibilité.

Ces infrastructures incluent des boîtiers de pilotage Extron et Crestron, qui restent fonctionnels mais ne sont pas optimisés pour une intégration avec des protocoles AV sur IP.

Une modernisation partielle des systèmes audios a été réalisée en décembre 2024. Les mélangeurs audio DMP Extron installés dans les amphis A, B et C sont compatibles Dante et AES67. Ils sont donc compatibles avec l'AV sur IP, et équipés avec une prise USB pour une utilisation Visio depuis un PC. Il faudra remettre à niveau l'amphi Laënnec 1 et Laënnec 4 sur le même équipement que les amphis A, B et C.

Les vidéoprojecteurs en place ne seront pas impactés par cet accord-cadre, car ils répondent déjà aux besoins actuels et futures.

Les amphithéâtres ne sont actuellement pas reliés entre eux par la fibre optique, ce qui peut limiter la fluidité des transmissions audiovisuelles.

3) Ingénierie de projet

Le candidat devra présenter, dans son offre, un synoptique permettant de valider les quantités de chaque matériel nécessaire dans le cadre de ce marché.

4) Solutions audiovisuelles

Les matériels suivants sont demandés pour effectuer la primo-installation de la solution d'AV sur IP. Les schémas descriptifs des salles actuelles sont disponibles en **annexe 1** :

Matériel	Lieux d'implantation	Quantité estimative
Gestionnaire de système	Campus Rockefeller – Bâtiment Cier	1
Boitier encodeur	Campus Rockefeller – Amphi A, B et C Campus La Buire – Amphi 1 et 4	25
Boitier décodeur	Campus Rockefeller – Amphi A, B, C, Revol, I, II, III, IV, Salles 105, 106, 210, 212, 213, 214 Campus La Buire – Amphi 1, 2, 3 et 4 Campus Bourg-en-Bresse – Amphi Bugey, Dombes, Salles 103 et 104	44
Ecran tactile	Campus Rockefeller – Amphi A, B, C Campus La Buire – Amphi Laënnec 1 et 4	5
Switch POE	Dans chaque bâtiment – Principal, Cier, Laennec A et Bourg-en Bresse (1 switch POE L3) Dans chaque salle de cours et amphithéâtre – Principal, Cier, Laennec A et Bourg-en Bresse (1 switch L2)	26

Les matériels demandés sont définis comme suit :

Gestionnaire de système : C'est un équipement sécurisé qui est indispensable à la configuration, à la gestion, au dépannage et au contrôle des systèmes AV sur IP.

Boitier encodeur : C'est un équipement qui permet de diffuser en streaming des signaux vidéo et audio avec une latence très faible sur des réseaux Ethernet 1GB/s à des débits faibles. Boitier décodeur : C'est un équipement qui permet de décoder et de mettre à l'échelle des signaux vidéo et audio avec une latence très faible sur des réseaux Ethernet 1GB/s à des débits faibles.

Ecran tactile : C'est un processeur de contrôle. L'interface présente dans l'écran tactile devra correspondre à l'architecture déjà présente sur les campus Santé Est et est disponible en **annexe 2**.

Switch POE : Un **switch POE** est un dispositif de réseau qui combine les fonctionnalités d'un switch réseau traditionnel avec la capacité de **transmettre à la fois l'alimentation électrique et les données** par un seul câble Ethernet à des **appareils compatibles POE**.

Les liens entre les différents bâtiments et sites sont indiqués en **annexe 3**.

5) Solutions réseaux

État des lieux

Les installations audiovisuelles actuellement exploitées dans les amphithéâtres et les salles identifiés utilisent les infrastructures réseau mutualisées des campus, où leurs flux sont multiplexés avec le trafic informatique des autres usagers sans mécanisme particulier de catégorisation ou de priorisation de flux (QoS). Ces flux audio-vidéo sont confinés dans des réseaux dédiés (VLAN) pour être isolés logiquement du reste des trafics réseau.

Dans les amphithéâtres et les salles, ceux des équipements audio-vidéo qui le nécessitent sont raccordés aux commutateurs réseau d'accès des locaux techniques d'étage par des liaisons cuivre

Ethernet RJ-45 de 1Gb/s. Ces commutateurs sont des modèles Cisco Catalyst de différentes générations (2960S, 2960G, 2960X ou 9200L) généralement agencés en Stack interconnectées entre elles et vers le commutateur de cœur de leur site par des liaisons Ethernet cuivre ou optiques de 1 Gb/s.

Les communications entre sites, ou entre les sites et Internet, correspondent à plusieurs cas de figure :

- Rockefeller ↔ Laennec : les flux inter-sites sont transportés (VXLAN) à 10 Gb/s sur des liaisons fibre. La desserte interne dans les sites est de 1 Gb/s.
- Rockefeller ↔ Bourg-en-Bresse : les flux inter-sites sont transportés (VXLAN) à 10 Gb/s sur des liaisons fibre jusqu'au campus de la Doua, puis à 10 Gb/s par le réseau régional Amplivia (MPLS). La desserte interne dans les sites est de 1 Gb/s.
- Rockefeller ou Laennec ↔ Internet : les flux sont transportés (VXLAN) à 10 Gb/s sur des liaisons fibre jusqu'au campus de la Doua, puis vers Internet à 10 Gb/s via le réseau métropolitain LyRES et le réseau national Renater.
- Bourg-en-Bresse ↔ Internet : les flux sont transportés à 10 Gb/s par le réseau régional Amplivia (MPLS), puis vers Internet.

Un accès au service SSLVPN Cisco Anyconnect de l'Université est fourni aux prestataires pour leur permettre de mener des opérations de maintenance ou d'assistance à distance sur les infrastructures installées à l'Université et dont ils ont la responsabilité.

Cadre technique de la réponse

Les solutions proposées dans le cadre du présent marché devront tenir compte des directives et contraintes suivantes :

- Débits : les équipements proposés devront mettre en œuvre des mécanismes de compression performants leur permettant de limiter très efficacement les débits nécessaires à leur fonctionnement et d'être ainsi compatibles avec les performances et les capacités disponibles sur les réseaux de l'Université.
- Robustesse : les équipements proposés devront mettre en œuvre des protocoles et des algorithmes performants et adaptatifs assurant un transport optimal de l'audio et de la vidéo sur des réseaux LAN et WAN dont les performances de gigue et de débit peuvent subir des variations significatives. La mise en œuvre de QoS de bout en bout sur les infrastructures réseau de l'Université est une hypothèse à exclure au vu de la diversité des infrastructures traversées (pares-feux, technologies de transport réseau, diversité des générations d'équipements).
- Intégration logique : les équipements proposés devront être compatibles avec l'environnement réseau complexe et hétérogène - de type entreprise - de l'UCBL. Ils devront, notamment mais non limitativement : supporter le routage et le filtrage de leurs flux, ne pas nécessiter la mise en œuvre d'arbres de distribution Multicast, pouvoir être mis en œuvre dans un contexte IPv4 et (ultérieurement) IPv6, supporter la translation d'adresses (NAT) pour les éventuelles communications avec Internet.
- Intégration physique : la solution proposée devra identifier, pour chacun des lieux équipés, le nombre et la nature des liaisons réseau nécessaires (Cu/FO, débit, PoE, etc.) entre les équipements de la salle et les équipements réseau de l'Université présents dans les locaux techniques d'étage. Si des équipements réseau doivent être installés directement dans les lieux équipés pour assurer une interconnexion au plus proche des équipements audio-vidéo, ils devront être fournis par le candidat dans le cadre de sa proposition. Ce dernier en assurera l'installation, le paramétrage et le maintien en condition opérationnelle pour la durée du présent marché.

6) Installation du matériel

Les travaux consécutifs à l'attribution du marché devront nécessairement être effectués durant la fermeture administrative de l'établissement, ou à défaut, lorsque la présence au sein de l'établissement est la plus faible possible.

A titre informatif pour l'année 2026, les dates de fermeture administratives seront le 15 mai puis du 27 juillet au 14 août.

L'Université Claude Bernard Lyon 1 communiquera au titulaire les périodes les plus propices pour effectuer les travaux.

■ **Formation :**

Le candidat assure une information et la formation des agents sur l'utilisation des équipements. Il s'agira de former l'ensemble de l'équipe audiovisuel du campus Santé Est, à savoir 4 agents. Cette formation pourra se tenir sur deux jours consécutifs, sous le format choisi par le prestataire

■ **Maintenance :**

La prestation de maintenance de la solution s'entend uniquement sur les matériels installés dans le cadre de la solution AV sur IP ou déjà présents dans les salles. Ces équipements sont indiqués dans l'annexe 1.

Maintenance préventive

La société retenue assurera 2 contrôles annuels afin de vérifier la bonne marche du système et effectuera à cette occasion les opérations d'entretien courantes. Le technicien chargé de l'entretien procédera aux vérifications de fonctionnement, réglages, nettoyage général. Si des modifications sont réalisées durant la visite, un bon d'intervention sera réalisé et soumis à signature sous deux jours. La durée de cette maintenance ne devra pas dépasser les 15 jours ouvrés. Le prestataire devra obligatoirement indiquer un mois à l'avance sa présence aux équipes audiovisuelles de site, afin de s'assurer de la disponibilité des salles.

Un tableau récapitulatif et un compte rendu de visite sera fourni un mois maximum après la dernière salle visitée.

Ces visites de contrôles seront effectuées pendant les heures ouvrables.

Maintenance curative

Sur appel motivé de l'Université Claude Bernard Lyon 1 signalant une anomalie de fonctionnement ou une panne, l'entreprise enverra un technicien. Celui-ci devra intervenir selon la demande ci-dessous :

- Salles dans le cadre des examens PASS et EDN : Intervention sous 30 minutes en distanciel, sous une heure maximum en présentiel ;
- Amphis A, B et C de Cier dans le cadre des cours : Intervention sous 30 minutes en distanciel, sous deux heures maximums en présentiel ;
- Autres salles dans le cadre des cours : Intervention sous 4 heures en distanciel, sous 48 heures en présentiel.

Le calendrier des examens nationaux de médecine sera fourni au prestataire 6 mois à l'avance, pour information.

■ **Visite :**

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'une visite obligatoire du site est prévue. Elle se déroulera en présence des responsables de l'UCBL. Une attestation de présence sera remplie, (les offres des candidats qui ne présenteront pas le récépissé de visite ne seront pas recevables).

La visite aura lieu le mardi 24 mars 2026, de 9h30 à 11h30, sur le domaine Rockefeller.

6.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de moyens. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Obligations de résultats

Les examens de PASS et EDN constituent un enjeu majeur pour l'organisation harmonisée des épreuves de santé. Disposer d'une solution AV sur IP stable garantit la diffusion simultanée, fiable et sécurisée des épreuves, assurant ainsi l'équité de traitement des candidats, et la conformité aux exigences nationales en matière d'évaluation.

En cas d'arrêt de la solution le jour des épreuves des EDN, l'ensemble des examens à l'échelle nationale devront être repassés sur une date ultérieure.

■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisée et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes : les techniciens du pôle audiovisuel du campus Santé Est.

6.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes :

- Le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre une démarche visant à réduire l'empreinte environnementale des prestations liées à l'acquisition, à l'installation et à la maintenance de la

solution audiovisuelle sur IP. Il veille notamment à privilégier des équipements présentant une haute efficacité énergétique, une durée de vie optimisée et une réparabilité facilitée. Les matériels fournis devront, autant que possible, être conformes aux normes environnementales en vigueur et intégrer des composants recyclables ou issus de filières responsables.

- Le titulaire adopte une organisation limitant les déplacements et favorisant les interventions à distance lorsque cela est compatible avec la qualité du service. Lorsqu'un déplacement est nécessaire, il met en œuvre des pratiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment par l'optimisation des trajets ou l'utilisation de moyens de transport à faible impact.
- Les emballages utilisés pour la livraison des équipements doivent être réduits au strict nécessaire, recyclables ou réutilisables, et faire l'objet d'une gestion responsable. Le titulaire s'engage également à assurer la reprise et la valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) générés dans le cadre du marché, conformément aux obligations réglementaires.
- Enfin, le titulaire met en place des actions de sensibilisation auprès de ses équipes intervenant sur le marché afin de garantir l'application effective des bonnes pratiques environnementales tout au long de l'exécution des prestations.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre et en particulier le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (dite Protection des données) et la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite Loi informatique et libertés).

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité, de respect de la réglementation en vigueur et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié

(D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ Réparation des dommages :

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, les pénalités suivantes s'appliquent :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 1000$.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont soumises à aucun plafond et peuvent être appliquées sans limitation du montant total hors taxes du bon de commande concerné.</p>
Pénalités pour non application/respect des exigences techniques du présent document	100 € HT par manquement constaté
Non-respect du délai de transmission de documents	100 € HT par jour de retard, à compter du 11ème jour suivant la demande du concédant.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Indisponibilité :**

Conformément à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et services, un matériel est indisponible lorsque son usage est rendu impossible. L'indisponibilité débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire.
- Dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition à l'acheteur des éléments en état de marche.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P : (V * R) / 30 ;$

- P : le montant de la pénalité ;
- V : la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;
- R : le nombre de jours de retard.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex
Téléphone : 04 87 63 50 00
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr
Télécopie : 04 87 63 52 50
Site internet : lyon.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

■ Garantie :

Les matériels proposés devront être sous garantie 3 ans.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes)* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins. ?



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)